

COUR SUPRÊME DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

N.P.6A

Note de pratique n° 6A

Règlements amiables conclus pour le compte d'enfants – modèles

Le juge Walter R. E. Goodfellow, en consultation avec un comité de la Nova Scotia Barristers' Society composé de M^e Robert M. Purdy, c.r., M^e Melanie Comstock, M^e Sean F. Layden, c.r., M^e Joey D. Palov, M^e Peter C. Rumscheidt et M^e Raymond F. Wagner, a préparé des modèles de requêtes ou de motions en approbation d'un règlement amiable pour le compte d'un enfant et des honoraires et débours et en établissement d'une fiducie pour le produit du règlement.

Ces modèles, reformulés dans le style actuellement utilisé par la Cour, sont joints à la présente note de pratique.

Les modèles peuvent être consultés lorsque l'approbation d'un règlement est sollicitée. Les circonstances des dossiers varient tellement que l'avocat devrait toujours se demander s'il est nécessaire de modifier, de remplacer ou d'élargir les éléments de preuve ou les clauses prévus dans les modèles.

Adoptée par la Cour le 10 mai 2012.

Le juge en chef de la Cour suprême de la
Nouvelle-Écosse,

Joseph P. Kennedy

Avis de requête en cabinet [utiliser lorsqu'aucune action n'a été introduite]	p. 1
Déclaration du tuteur à l'instance [utiliser lorsqu'aucune action n'a été introduite]	p. 4
Désignation d'adresse pour délivrance [utiliser lorsqu'aucune action n'a été introduite ou lorsqu'aucune défense n'a été déposée]	p. 5
Avis de motion [utiliser lorsqu'une action a été introduite]	p. 6
Affidavit du tuteur à l'instance / fiduciaire éventuel	p. 8
Affidavit de l'avocat	p. 13
Consentement de l'adolescent	p. 16
Engagement de rendre des comptes	p. 17
Attestation de l'avocat	p. 18
Affidavit de justification et état de la valeur nette des biens	p. 19
Cautionnement d'exécution des obligations du fiduciaire	p. 21
Ordonnance d'approbation du règlement amiable et d'établissement d'une fiducie	p. 23

[Utiliser lorsqu'aucune action n'a été introduite]

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre : [remplir l'en-tête conformément à la règle 82 – Administration des instances civiles]

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom] requérant

et

[nom] intimé

Avis de requête en cabinet

Destinataire(s) : [nommer l'intimé ou l'avocat de l'intimé]

Le requérant sollicite une ordonnance d'approbation du règlement amiable conclu au profit d'une personne âgée de moins de dix-neuf ans

Le requérant demande à un juge siégeant en cabinet de rendre une ordonnance portant que les parties ont conclu un accord conditionnel de règlement, approuvant l'accord de règlement, fixant les modalités de paiement du produit du règlement à [nom de l'enfant] ou à son profit et approuvant les comptes de l'avocat du requérant.

Le requérant a introduit la requête en déposant le présent avis à la date attestée par le protonotaire.

Motifs de la demande d'ordonnance

Le requérant sollicite l'ordonnance pour les motifs suivants :

- 1 [Nom de l'enfant] a _____ ans. [Il/Elle] [*a été blessé(é) dans un accident de la route le date / autre*] fondement de la demande].
- 2 L'intimé(e) [nom] était [*le conducteur / la conductrice du véhicule à moteur ayant causé la blessure / autre*]. L'intimé(e) [nom] était [*le/la propriétaire du véhicule à moteur / autre*].
- 3 Un accord a été conclu pour régler la demande de [nom de l'enfant] contre [l'intimé(e) /

les intimé(e)s].

- 4 L'accord doit être approuvé par la cour.
- 5 L'avocat de [nom de l'enfant], suivant les instructions de [nom du tuteur à l'instance] [*et*, si l'enfant est capable de donner des instructions, nom de l'enfant], a rendu des services relativement à la demande et à son règlement.
- 6 Le requérant invoque les dispositions de la règle 36 – Parties agissant pour le compte d'autrui qui portent sur les règlements amiables conclus par les parties agissant pour le compte d'autrui, les fiducies au profit d'une partie représentée et l'approbation des comptes de l'avocat.

Preuve à l'appui de la requête

Le requérant présente les affidavits suivants à l'appui de sa requête : l'affidavit du tuteur à l'instance, l'affidavit de l'avocat [et les affidavits de justification de _____ et de _____].

Une copie de chaque affidavit doit vous être délivrée en même temps que le présent avis, et des affidavits supplémentaires pourront être délivrés avant la date limite prévue par la règle 5 – Requêtes.

Vous pouvez participer à la requête

Vous pouvez déposer auprès de la cour un avis de contestation ainsi que tous les affidavits sur lesquels vous vous fondez au plus tard cinq jours avant la date de l'audience. Le dépôt d'un avis de contestation vous donne le droit de recevoir avis des autres mesures prises dans la requête, y compris le droit de recevoir avis des affidavits supplémentaires.

Date, heure et lieu

La requête sera entendue par un juge siégeant en cabinet le _____ 20 _____, à [heure] au [palais de justice] situé au _____, rue _____, à _____, en Nouvelle-Écosse. Vous avez le droit d'assister à l'audience et d'y être représenté par un avocat ou d'agir en votre propre nom. Si vous n'y assistez pas, le juge pourra procéder à l'instruction sans vous.

Une ordonnance pourra être rendue contre vous

Si vous ne délivrez pas votre avis de contestation dans les délais prescrits, ou si vous-même ou votre avocat ne vous présentez pas à l'audience en cabinet aux date, heure et lieu susmentionnés, le juge pourra rendre une ordonnance définitive à l'égard de la requête, sans qu'il ne vous soit donné d'autre préavis.

Dépôt et délivrance de documents

Tous les documents que vous déposez auprès de la cour doivent être déposés au bureau du protonotaire, situé au _____, rue _____, à _____, en Nouvelle-Écosse (numéro de téléphone : _____).

Lorsque vous déposez un document, vous devez sans délai en délivrer copie au requérant et à chacune des autres parties ayant le droit de recevoir avis, sauf si le document se rapporte à une motion *ex parte*, que les parties conviennent que la délivrance n'est pas nécessaire ou qu'un juge ordonne qu'elle n'est pas nécessaire.

Coordonnées

L'adresse pour délivrance du requérant est la suivante :

[Adresse de l'avocat]

Signature

Fait le _____ 20 _____.

Nom de l'avocat

Certificat du protonotaire

J'atteste que le présent avis de requête a été déposé auprès de la cour le _____ 20 _____.

Le protonotaire,

[Utiliser lorsqu'aucune action n'a été introduite]

20

N°

Instance éventuelle devant la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom]

requérant

et

[nom]

intimé

Déclaration du tuteur à l'instance

Je soussigné, [nom], consens à agir comme tuteur à l'instance de [nom], qui est [lien avec le tuteur à l'instance]. J'ai retenu les services de [nom de l'avocat] pour nous représenter. Je n'ai dans l'instance aucun intérêt opposé à celui de la personne que je représente en qualité de tuteur à l'instance, et je reconnais que, bien que les dépens soient habituellement adjugés pour ou contre la partie représentée par un tuteur à l'instance et non pour ou contre le tuteur lui-même, des dépens peuvent être adjugés contre le tuteur à l'instance qui fait preuve d'abus de procédure.

Signature

Fait le

20 .

Nom

[Utiliser lorsqu'aucune action n'a été introduite ou lorsqu'aucune défense n'a été déposée]

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom] [qualité dans l'instance]

et

[nom] [qualité dans l'instance]

Désignation d'adresse pour délivrance

[nom de l'intimé] désigne l'adresse pour délivrance suivante :

Les documents délivrés à cette adresse sont réputés être reçus sur délivrance.

Des coordonnées supplémentaires ont été fournies au protonotaire.

[Si l'adresse désignée est celle de l'avocat de l'intimé, préciser *Je suis l'avocat de l'intimé(e) / des intimé(e)s dans la présente instance.*]

Signature

Fait le 20 .

Nom

[Utiliser lorsqu'une action a été introduite]

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom]

demandeur

et

[nom]

défendeur

Avis de motion

Destinataire(s) : Le défendeur, à l'adresse désignée, ou l'avocat du défendeur

Motion

Le tuteur à l'instance dans la présente instance sollicite une ordonnance portant que les parties ont conclu un accord conditionnel de règlement, approuvant l'accord de règlement, fixant les modalités de paiement du produit du règlement à [nom de l'enfant] ou à son profit et approuvant les comptes de l'avocat du demandeur.

Date, heure et lieu

La motion sera entendue par un juge le 20 , à [heure], au [palais de justice], situé au , rue , à , en Nouvelle-Écosse. La partie qui présente la motion a pris des dispositions pour que la motion soit entendue en cabinet en une demi-heure ou moins. Elle affirme que l'audition de la motion ne prendra pas plus longtemps.

Renvois

La partie qui présente la motion se fonde sur les textes législatifs, les règles ou les points de droit suivants : les dispositions de la règle 36 – Parties agissant pour le compte d'autrui qui portent sur les règlements amiables conclus par les parties agissant pour le compte d'autrui, les fiducies au profit d'une partie représentée et l'approbation des comptes de l'avocat.

Preuve

La preuve à l'appui de la motion est la suivante : l'affidavit du tuteur à l'instance [./et] l'affidavit de l'avocat [./et] [les affidavits de justification de _____ et _____].

Une ordonnance peut être rendue contre vous

Vous pouvez déposer un affidavit et un mémoire, comparaître à l'audition de la motion et énoncer votre position sur la question de savoir si l'ordonnance proposée devrait être rendue ou non. Si vous ne comparez pas, le juge peut rendre une ordonnance sans qu'il ne vous soit donné d'autre préavis.

Signature

Fait le _____ 20 ____ .

Nom de l'avocat

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom] [qualité dans l'instance]

et

[nom] [qualité dans l'instance]

Affidavit de [nom du tuteur à l'instance ou autre fiduciaire éventuel]Je soussigné [*déclare sous serment / affirme solennellement*] ce qui suit :

- 1 Je suis le tuteur à l'instance de [nom] /autre. [Remarque : Il est présumé dans les modèles que le tuteur à l'instance se propose d'agir à titre de fiduciaire du fonds de règlement. Si ce n'est pas le cas, un affidavit du fiduciaire éventuel est également nécessaire.]
- 2 J'ai une connaissance personnelle des éléments de preuve présentés sous [*serment / affirmation solennelle*] dans le présent affidavit, sauf lorsqu'il est indiqué qu'ils sont présentés sur la foi de renseignements tenus pour véridiques.
- 3 J'énonce, dans le présent affidavit, la source de tout renseignement dont je n'ai pas une connaissance personnelle et je déclare que je crois cette source.

Renseignements sur l'enfant

- 4 [Nom] a ans et est né le , comme il est indiqué sur le certificat de naissance joint au présent affidavit et coté pièce « A ».
- 5 [Nom] réside au à , en Nouvelle-Écosse, avec [nommer les autres résidants et préciser leur lien avec l'enfant].
- 6 etc. [Fournir les renseignements personnels pertinents, tels que l'occupation des parents, leur état matrimonial, leur(s) adresse(s), l'éducation de l'enfant, le lien de l'enfant avec chaque autre personne dans la résidence.]

Par exemple :

- Joan Ann Smith réside au 4321, rue Main [...] avec sa mère, ma femme Jocelyn Smith, son frère Randall, âgé de quatre ans, et sa sœur Beatrice, âgée de deux ans, et moi-même.
- Je suis un employé des postes et je travaille pour Postes Canada depuis que j'ai terminé mes études secondaires en juin 1990, il y a onze ans.
- Ma femme est infirmière immatriculée, mais elle travaille actuellement à la maison à s'occuper des enfants à temps plein.

Collision

[Décrire la manière dont la collision a eu lieu et comment les blessures ont été causées. Indiquer les sources de oui-dire.]

Par exemple :

- Joan Ann a été blessée dans une collision entre deux voitures qui s'est produite le 23 juin 2006, la voiture dans laquelle elle était passagère roulant alors en direction sud dans la rue Ridge, près du carrefour avec la rue Main.
- Ma connaissance de l'accident repose sur les renseignements que m'a donnés Reginald Smith, mon beau-frère, le conducteur de la voiture dans laquelle Joan Ann était passagère. Je crois en la véracité de ce que M. Smith m'a dit.
- La voiture de M. Smith est entrée en collision avec la voiture que conduisait le défendeur, son propriétaire.
- La voiture du défendeur a traversé la ligne médiane et a heurté le coin avant du côté conducteur de la voiture de M. Smith.
- Joan Ann était assise dans un siège rehausseur et portait une ceinture de sécurité.
- Elle a été blessée en conséquence de la force de la collision et de l'efficacité de la ceinture de sécurité.

Blessures

[Décrire les blessures, leurs effets physiques, leurs conséquences sur le bien-être et les fonctions physiques de l'enfant, l'évolution du rétablissement et les effets résiduels. Indiquer les sources de oui-dire.]

Par exemple :

- Ma femme et moi-même avons lu les rapports médicaux que notre avocat, Donald Brown, a obtenus et j'ai communiqué régulièrement avec notre médecin de famille, le D^r Ralph Withers. Je crois en la véracité des renseignements figurant dans les rapports et des renseignements fournis par le D^r Withers.
- Le bras gauche de Joan Ann a été fracturé en deux endroits; sa blessure la plus grave était une fracture du bassin.
- En conséquence de ses blessures, elle a dû être hospitalisée pendant dix jours puis suivre un traitement et un programme de physiothérapie.
- Le plâtre sur son bras a été ôté quatre semaines après l'accident et elle est restée immobilisée pendant une période de trois mois et demi en conséquence de la fracture du bassin.
- Au début, notre fille a éprouvé beaucoup de douleur et craignait de voyager en voiture; elle a aussi eu beaucoup de mal à se mouvoir à cause de la fracture de son bassin.
- Les coupures et ecchymoses se sont guéries et n'ont laissé aucun défigurement permanent, et selon mes propres observations, elle n'a pas souffert d'effets préjudiciables en conséquence de la fracture de son bras gauche; elle est gauchère et ne rencontre aucune difficulté à écrire.
- Son niveau de rendement scolaire s'est rétabli à celui qu'elle avait atteint avant l'accident.
- Si la fracture de son bassin a pris un temps considérable pour guérir et si elle se sent parfois fatiguée après avoir fait de l'exercice épuisant, elle est capable de participer à toutes les activités auxquelles elle prenait part avant l'accident, y compris le vélo, la randonnée pédestre, les camps de guides et la musique.

Consentement et engagement

- 10± J'ai lu le projet d'ordonnance qui sera déposé à l'appui de la motion que j'ai présentée pour que soit approuvé le règlement amiable et je suis disposé à agir en qualité de fiduciaire.
- 11 J'ai signé l'engagement qui sera déposé à l'appui de la motion.
- 12 [Nom de l'avocat] m'a expliqué les obligations qui m'incomberont si le projet d'ordonnance est accordé, ainsi que les obligations qui découlent de l'engagement.

Règlement et dépenses

- 13± J'accepte l'opinion de l'avocat voulant qu'un paiement de \$ en contrepartie du rejet et d'une renonciation est un règlement juste et raisonnable dans les circonstances et est dans l'intérêt supérieur de [nom de l'enfant].
- 14 Je ne sollicite aucuns honoraires de fiduciaire.
- 15 Je sollicite le remboursement, à partir du produit du règlement amiable, des dépenses que j'ai engagées pour [nom de l'enfant] : [Énumérer toutes les dépenses ou reformuler le paragraphe pour y incorporer un état des dépenses comme pièce.]

Services et comptes de l'avocat

- 16 Pour le compte de [nom de l'enfant], j'ai conclu une convention d'honoraires avec l'avocat, selon lequel [préciser les conditions].
- 17 Il m'a été fourni un état détaillé des heures de travail de l'avocat et de ses services, ainsi qu'un compte fait le 20 .
- 18 L'avocat m'a avisé que j'ai le droit de demander un avis juridique indépendant à propos du règlement amiable, des comptes de l'avocat et de la remise proposée des fonds.
- 19 J'approuve les comptes et j'appuie la demande de l'avocat sollicitant l'approbation de la cour.

Renseignements sur le fiduciaire

- 20 J'ai ans.
- 21 Ma formation est celle de .
- 22 Je suis [occupation], je travaille à , et j'œuvre dans ce secteur depuis ans.

Responsabilité financière

- 23 Je me propose de garantir ma responsabilité personnelle en tant que fiduciaire [*par un cautionnement délivré par nom de la société de caution. / par un cautionnement signé par moi-même, par et par en tant que cautions; ces derniers déposeront des affidavits de justification faits sous serment ou affirmation solennelle.*]

[Fournir des preuves de la valeur nette des biens du fiduciaire; dans le cas où aucun cautionnement d'une société de caution n'est offert, fournir également des preuves que chaque caution est capable de donner suite à une demande.]

Par exemple :

- Ma femme et moi-même sommes propriétaires en tenance conjointe de notre maison, dont l'évaluation municipale la plus récente est de 140 500 \$; elle vaut au moins cette somme.
- À la date de notre dernier état de compte de prêt hypothécaire, en date du _____, le solde impayé de notre prêt hypothécaire était de 61 500 \$, ce qui nous donnait une valeur nette de l'ordre de 79 000 \$ dans notre maison.
- De plus, nous avons des REER, des économies et des éléments d'actif semblables, qui valent environ 85 000 \$. Nos obligations impayées relativement à nos cartes de crédit et à notre marge de crédit bancaire s'élèvent à environ 11 000 \$. Nous n'avons pas d'autres dettes.
- La valeur nette de nos biens s'élève à 153 000 \$, et je suis prêt à signer un cautionnement pour la somme prescrite par la Cour. Je comprends que celle-ci pourrait s'élever à 125 % de la valeur des fonds fiduciaires ($39\,675 \$ \times 1,25 = 49\,593,75 \$$).
- Ma femme, Jocelyn Smith, est prête à se porter caution et déposera un affidavit de justification.
- Ma belle-sœur, Mary Elizabeth Johnson, a aussi accepté de se porter caution et de déposer un affidavit de justification.

Plan d'investissement

[Décrire comment le fiduciaire éventuel compte investir les sommes en fiducie.]

Par exemple :

- Si je suis nommé fiduciaire, je compte investir la moitié du produit net dans un certificat de placement garanti offert par une institution assurée par la Société d'assurance-dépôts du Canada et l'autre moitié dans un fonds commun de placement offert par une des principales sociétés de placement au Canada.

Fait sous serment / affirmation solennelle)
 devant moi le 20 ,)
 à ,)
)
)
)
)

 Nom du tuteur à l'instance

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom] [qualité dans l'instance]

et

[nom] [qualité dans l'instance]

Affidavit de l'avocat

Je soussigné [*déclare sous serment / affirme solennellement*] ce qui suit :

- 1 Je m'appelle [nom] et je suis l'avocat des demandeurs.
- 2 J'ai une connaissance personnelle des éléments de preuve présentés sous serment / affirmation solennelle dans le présent affidavit, sauf lorsqu'il est indiqué qu'ils sont présentés sur la foi de renseignements tenus pour véridiques.
- 3 J'énonce, dans le présent affidavit, la source de tout renseignement dont je n'ai pas une connaissance personnelle et je déclare que je crois cette source.
- 4 Les demandeurs sollicitent l'approbation d'un règlement amiable proposé pour le compte de [nom de l'enfant] pour la somme de \$.

Preuve médicale

- 5 J'ai obtenu un rapport d'accident ainsi que des rapports médicaux de la part de [noms des médecins].
- 6 Les rapports les plus pertinents sont joints au présent affidavit comme pièces [« A », « B »,].
- 7 Comme il est indiqué dans le rapport d'accident et dans les rapports médicaux :
 - a) [nom de l'enfant] a souffert [résumer les blessures] le [date de l'accident];
 - b) [résumer les progrès du rétablissement après les blessures];

- c) [résumer l'état actuel de l'enfant].

Règlement

- 8 Les parties sont parvenues à un accord de règlement qui doit être approuvé par la Cour, lequel accord est étayé par les documents ci-joints comme pièce « X ».
- 9 Les conditions afférentes au règlement sont résumées ainsi :

Opinion sur la valeur de la demande

[Fournir l'opinion de l'avocat quant à la quantification de chaque catégorie de dommages. Voir la règle 36.13(5)c).]

Opinion sur la responsabilité

[Fournir l'évaluation de l'avocat du dossier de l'enfant, y compris l'évaluation de la responsabilité en général, de la causation, des catégories de dommages et des coûts non monétaires associés à l'instruction. Chaque risque doit être évalué comme étant « élevé, moyen ou faible ». Voir la règle 36.13(5)d).]

Opinion sur le règlement

- 12+ Après avoir examiné les rapports médicaux et passé en revue la jurisprudence avec attention afin de m'orienter, j'ai conclu que, dans toutes les circonstances, le règlement amiable proposé est dans l'intérêt supérieur de [nom de l'enfant].

Approbation des comptes

- 13 J'ai accepté de rendre des services aux demandeurs [*à condition que mon cabinet d'avocats soit payé au tarif horaire conventionnel / selon les conditions prévues dans l'accord d'honoraires conditionnels ci-joint et coté pièce « » / autre*].
- 14 Ci-joints et cotés pièce « Y » se trouvent les relevés du temps que moi-même et les autres membres de mon cabinet avons consacré au dossier; y sont détaillés le travail effectué, les tarifs horaires conventionnels et les ajouts.
- 15 Ci-joint et coté pièce « Z » est un état des débours payés par mon cabinet pour le compte du demandeur.
- 16 Ci-jointe et cotée pièce « XX » est une copie du compte définitif, dont l'original a été délivré à [nom du tuteur à l'instance] [*; ce compte inclut un rajustement pour couvrir le travail qui reste à accomplir / divulgue les frais couverts par le défendeur, tels que les frais associés à la motion en approbation / autre*].

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom] [qualité dans l'instance]

et

[nom] [qualité dans l'instance]

Consentement de l'adolescent

Je soussigné, [nom du demandeur adolescent], ai _____ ans. [Nom de l'avocat] m'a donné des conseils au sujet du règlement amiable dont l'approbation est sollicitée ainsi que des conditions de la fiducie proposée. Je consens à ce que le règlement amiable soit conclu pour mon compte ainsi qu'aux modalités de la fiducie proposée. J'ai une copie de l'engagement de rendre des comptes signé par [nom].

Fait le _____ 20 ____ .

Nom de l'adolescent

Témoin

Note : La règle 36.13(4)b) exige le consentement d'un enfant âgé de plus de seize ans. Il est aussi conseillé d'obtenir le consentement d'enfants moins âgés qui sont néanmoins capables de donner des instructions à l'avocat.

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom] [qualité dans l'instance]

et

[nom] [qualité dans l'instance]

Engagement de rendre des comptes

Je m'engage à rendre des comptes à la cour et à [nom de l'enfant] relativement à mon administration d'une fiducie créée à partir du produit d'un règlement amiable conclu dans la présente instance en déposant auprès de la cour et en délivrant à [nom de l'enfant] un état des encaissements et des décaissements à chacune des occasions qui suivent :

- sur directive d'un juge;
- au moment de l'expiration de la fiducie
- au plus tard six mois après le dix-neuvième anniversaire de naissance de [nom de l'enfant].

Je m'engage en outre à me conformer à toutes les conditions imposées par la cour dans l'ordonnance me nommant fiduciaire.

Signature

Fait le 20 .

Nom du fiduciaire

Témoin

Nom en lettres moulées :

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom]

[qualité dans l'instance]

et

[nom]

[qualité dans l'instance]

Attestation de l'avocat

J'ai expliqué à [nom du fiduciaire] les obligations qui lui incomberaient si le projet d'ordonnance [le/la] nommant fiduciaire de [nom de l'enfant] était accordé et celles qui lui incomberaient en application de l'engagement de rendre des comptes.

Signature

Fait le

20 .

Nom de l'avocat

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom] [qualité dans l'instance]

et

[nom] [qualité dans l'instance]

Affidavit de justificationJe soussigné [*déclare sous serment / affirme solennellement*] ce qui suit :

- 1 Je m'appelle [nom et lien avec l'enfant et le fiduciaire].
- 2 J'ai une connaissance personnelle des éléments de preuve présentés sous [*serment / affirmation solennelle*] dans le présent affidavit, sauf lorsqu'il est indiqué qu'ils sont présentés sur la foi de renseignements tenus pour véridiques.
- 3 J'énonce, dans le présent affidavit, la source de tout renseignement dont je n'ai pas une connaissance personnelle et je déclare que je crois cette source.
- 4 J'habite au _____, code postal _____.
- 5 Ci-joint comme pièce « A » est l'état de la valeur nette de mes biens.
- 6 L'état de la valeur nette de mes biens est exact aujourd'hui et repose sur des renseignements dont j'ai connaissance personnelle, ainsi que sur des renseignements qui m'ont été fournis par les personnes suivantes, que je crois, relativement à ce qui suit : [Il peut s'agir de renseignements obtenus d'un employé de banque relativement au solde des prêts, d'un conseiller en placements relativement à la valeur des économies, d'un évaluateur relativement à la valeur des biens, etc.]

Fait sous serment / affirmation solennelle)
 devant moi le _____ 20 _____,)
 à _____,)
)
)
)
 _____)

 Nom de la caution

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom] [qualité dans l'instance]

et

[nom] [qualité dans l'instance]

Cautionnement d'exécution des obligations du fiduciaire

Objet du cautionnement

Le présent cautionnement est signé, scellé et délivré à la cour à l'appui de la motion de [nom du tuteur à l'instance] sollicitant l'approbation d'un règlement amiable pour le compte de [nom de l'enfant] et la nomination de [nom du fiduciaire] comme fiduciaire.

Cautionnement

Nous soussignés, [nom du fiduciaire], [nom de la caution] et [nom de l'autre caution, le cas échéant], nous engageons solidairement à payer à [nom de l'enfant] la somme de \$ [125 % de la valeur du fonds fiduciaire], ou toute somme inférieure prescrite par la cour, payable si le fiduciaire omet de se conformer à l'ordonnance [le/la] nommant fiduciaire, omet de se conformer à une autre ordonnance rendue relativement à la fiducie, omet de gérer la fiducie conformément à la loi, omet de distribuer les biens fiduciaires conformément à la loi ou omet de rendre des comptes à la cour et à [nom de l'enfant].

Extinction du cautionnement

Le présent cautionnement est nul uniquement au moment de l'extinction de la fiducie et seulement si le fiduciaire se conforme à l'ordonnance [le/la] nommant et à toute autre ordonnance rendue relativement à la fiducie, gère les fonds en fiducie conformément à la loi, les distribue conformément à la loi et rend des comptes à la cour et à [nom de l'enfant].

Signé, scellé et remis

pour délivrance à la

cour le [voir la remarque] 20 ,

_____(Sceau)

Nom du fiduciaire éventuel

Témoin signataire

Nom en lettres moulées :

_____(Sceau)

Nom de la caution

_____(Sceau)

Nom de la caution

[Si le présent cautionnement est signé par une société de caution reconnue, supprimer la signature du fiduciaire et celle de la seconde caution. Si le présent cautionnement est signé par le fiduciaire et les cautions, déposer des affidavits de justification.]

[La date doit être apposée au moment où le témoin signataire signe le cautionnement. Il s'agit du jour où toutes les parties l'ont signé et scellé et où l'avocat est prêt à le délivrer à la cour.]

20

N°

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

Entre

[nom] en sa qualité de tuteur à l'instance de [nom] [qualité dans l'instance]

et

[nom] [qualité dans l'instance]

Ordonnance d'approbation du règlement amiable et d'établissement d'une fiducie

Devant l'honorable juge [nom ou blanc], siégeant en cabinet.

La cour est convaincue qu'un règlement amiable intervenu entre les parties à la présente action au titre duquel la somme de \$ est versée au profit de [nom de l'enfant], qui a ans, est dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

La cour est aussi convaincue que [nom du fiduciaire éventuel] est une personne habile à agir en qualité de fiduciaire du fonds de règlement pour [nom de l'enfant].

Sur motion présentée par , en sa qualité d'avocat de , il est ordonné ce qui suit :

- 1 Il est déclaré que les parties ont conclu un règlement amiable au titre duquel le défendeur verse la somme de \$ au profit de [nom de l'enfant] en contrepartie d'une renonciation générale en faveur du défendeur de toutes les demandes faites par l'enfant [si une action a été introduite, *et d'une ordonnance rejetant la présente instance*].
- 2 Le règlement amiable est approuvé.
- 3 [Nom] est nommé fiduciaire du fonds de règlement en faveur de [nom de l'enfant].
- 4 La Cour accepte la délivrance d'un cautionnement signé par [nom de la société de caution ou nom du fiduciaire et noms des cautions].

OU

- 4 La présente ordonnance ne prend effet que lorsqu'un cautionnement établi en la forme ci-jointe est délivré à la Cour par [nom de la société de caution].
- 5 Le tuteur à l'instance est autorisé à obliger le demandeur à l'égard de la renonciation en signant la renonciation et en la délivrant au défendeur.
- 6 Les honoraires et débours de l'avocat sont approuvés au montant de \$, et l'avocat est autorisé à déduire cette somme du fonds de règlement. [Si les honoraires reposent sur un accord d'honoraires conditionnels, le présent paragraphe doit inclure le calcul et tenir compte des frais payés par le défendeur ainsi que de toute réduction accordée par l'avocat.]
- 7 Les frais du tuteur à l'instance sont approuvés au montant de \$ et l'avocat est autorisé à acquitter cette somme sur le fonds de règlement.
- 8 L'avocat doit verser le solde de \$ au fiduciaire, à qui il est ordonné de l'administrer ainsi qu'il suit :
- a) placer l'argent dans des placements sûrs et dans lesquels la loi autorise le placement de fonds fiduciaires, et maintenir ces placements;
 - b) affecter le revenu et, si le revenu est insuffisant, la partie du capital que le fiduciaire estime appropriée, aux fins suivantes :
 - (i) le remboursement des frais engagés par le fiduciaire dans l'administration de la fiducie et qui sont approuvés par la cour,
 - (ii) le paiement des traitements et soins médicaux non assurés que rendent nécessaires les blessures relativement auxquelles le fonds de règlement a été versé,
 - (iii) [d'autres dépenses peuvent être incluses si elles sont étayées par les éléments de preuve et vont au-delà de celles qui auraient été engagées n'eussent été les blessures];
 - c) gérer le fonds fiduciaire conformément à la loi;
 - d) verser le solde à [nom] lorsqu' [il/elle] atteint l'âge de la majorité ou, [s'il / si elle] meurt ou devient incapable de gérer ses affaires, à la personne que le juge désigne;
 - e) rendre des comptes comme le fiduciaire a convenu de le faire.
- 9 Une personne intéressée peut présenter une motion en modification des conditions de la

présente ordonnance ou une motion en obtention de directives.

- 10 [La présente instance est rejetée lorsque le fonds de règlement est délivré à l'avocat du demandeur. / Les demandes de nom de l'enfant sont rejetées lorsque le fonds de règlement est délivré à l'avocat du demandeur et que les demandes des autres parties ne sont pas encore tranchées.] Remarque : Ne pas inclure si l'ordonnance est sollicitée par voie d'avis de requête plutôt que par voie de motion présentée dans le cadre d'une action.

Fait le 20 .

Le protonotaire,

JE CONSENS :

en ma qualité d'avocat du
[requérant/demandeur]

en ma qualité d'avocat
[de l'intimé / du défendeur]